

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Président du Sénat, le 20 juillet 1981, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie" et sur des amendements à celui-ci, a donné le 22 juillet 1981 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vacatiekamer, de 20e juli 1981 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot bestrafing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden", en over desbetreffende amendementen, heeft de 22e juli 1981 het volgend advies gegeven :

suivant la lettre du 17 juillet 1981 du Président du Sénat, l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, est demandé :

" ... over het ontwerp van wet tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, en meer bepaald over de artikelen 3 en 5 ervan, zomede over de amendementen op deze artikelen".

Bien qu'en formulant sa demande d'avis en ces termes le Président du Sénat ne paraisse pas en limiter formellement la portée aux articles 3 et 5 du projet et aux amendements à ces articles, il ressort des documents qu'il a communiqués au Conseil d'Etat que seules ces dispositions du projet ont provoqué, en Commission de la Justice et en séance publique, des objections d'ordre juridique de nature à justifier une nouvelle consultation du Conseil d'Etat.

Compte tenu de ces éléments et aussi, faut-il le dire, du temps extrêmement bref qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat se bornera à examiner ces deux seules dispositions, ainsi que la partie des propositions d'amendements qui s'y rapportent.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 3.

L'article 3, tel qu'il a été adopté par la Chambre des représentants, dispose comme suit :

.../...

"Est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque fait partie d'un groupement ou d'une association qui, de façon manifeste (openlijk) et répétée, pratique la discrimination ou la ségrégation raciale ou prône (verkondigt) celles-ci dans les circonstances indiquées à l'article 444 du Code pénal, ou lui prête son concours".

La lecture de cette disposition amène à constater deux discordances entre le texte français et le texte néerlandais.

1° L'adjectif "kennelijk" correspondrait mieux au français "manifeste". Cet adjectif figurait d'ailleurs dans le sous-amendement du Gouvernement (1).

.../...

-
- (1) Il a été remplacé par "openlijk" à la suite d'un amendement de M. SUYKERBUYK. On lit, à cet égard, dans le rapport de la Commission de la Justice de la Chambre des représentants (Ch., S.E. 1979, doc. n° 214/9, p 36) : "La Commission adopte également à l'unanimité un amendement de M. SUYKERBUYK (Doc. n° 214/8-IV) dont l'objet est de remplacer le mot "kennelijk" par le mot "openlijk", ce dernier terme étant, selon la Commission, plus proche du mot "manifeste" que le mot "kennelijk". Le Ministre fait cependant remarquer que la traduction proposée par le Gouvernement est traditionnelle en droit pénal".
- L'intention du Gouvernement, auteur du sous-amendement originel (Chambre, S.E. 1979, doc. n° 214/7), est donc, à cet égard, assez claire et il ne résulte pas de l'amendement précité, d'ailleurs dépourvu de justification, de M. SUYKERBUYK, que sa portée ait été de modifier le fond.

2° "Verkondigen" ne correspond pas non plus exactement à "prôner", qui signifie : "louer sans réserve et avec insistance" (Dictionnaire Robert).

Cette dernière discordance a été relevée dans le rapport de la Commission de la Justice de la Chambre des représentants qui avait adopté, à l'unanimité, un amendement de M. UYTENDAELE (rapport, page 36) tendant à remplacer le mot "verkondigt" par le mot "propageert", avec le commentaire suivant :

"En effet, le mot "verkondigt" a plutôt le sens de "faire connaître".

Cependant, le mot "verkondigt" a été reproduit, de manière non intentionnelle, semble-t-il, dans le sous-amendement du Gouvernement (rapport, page 37), qui a été finalement adopté par la Commission.

Il résulte de ce qui précède que le verbe français "prône" traduit mieux que le verbe néerlandais "verkondigt" les intentions de la Chambre des représentants lorsqu'elle a voté l'article 3.

+

Il ressort des travaux préparatoires de l'article 3 que, dans l'intention de la Chambre des représentants, cette disposition n'entend pas, par les mots :

.../...

"qui, de façon manifeste et répétée, pratique la discrimination ou la ségrégation raciale ou prône celles-ci dans les circonstances indiquées à l'article 444 du Code pénal ...",

viser d'autres faits que ceux que visent, d'une part, la Convention de New York et, d'autre part, l'article 1er du projet (1).

La seule portée propre de l'article 3 est donc d'étendre la répression des délits que prévoit l'article 1er aux membres des associations qui incitent à commettre ces délits. Dans les limites de cette interprétation, la disposition n'est contraire ni à l'article 14 de la Constitution, ni à la Convention de New York, ni à l'article 10 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, étant entendu, pour cette dernière, qu'il appartiendra à la Commission européenne des droits de l'homme et, éventuellement, à la Cour, de contrôler par rapport au paragraphe 2 dudit article 10, les applications qui auront été faites de la disposition en projet.

.../...

- (1) On relèvera sur ce point la déclaration particulièrement nette du représentant du Ministre devant la Commission de la Justice du Sénat (Session 1981, doc. n° 594/2, p. 20) :

"Le représentant du Ministre affirme que la portée de l'article 3 est exactement celle de l'article 4 de la Convention de New York".

La ségrégation raciale est une forme accentuée de discrimination (on consultera à cet égard le préambule de la Convention de New York, particulièrement les alinéas 9 et 10, très significatifs de la relation étroite entre les deux notions).

Article 5.

Dans la mesure où l'article 5 ne diffère pas de la disposition correspondante de la proposition de MM. GLINNE et consorts, à propos de laquelle a été émis l'avis L. 12.192/1 du 14 mars 1975, le Conseil d'Etat ne peut que confirmer les termes de cet avis.

Le projet contient trois différences par rapport à la proposition de MM. GLINNE et consorts :

I. Le pouvoir reconnu aux établissements d'utilité publique et aux associations de se constituer partie civile et d'exercer les droits réservés à la partie civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts qu'ils se sont donné pour mission de défendre, a été remplacé par le pouvoir d' "ester en justice dans tous les litiges auxquels l'application de la (présente) loi donnerait lieu".

II. Pour exercer ce pouvoir, les établissements d'utilité publique et les associations doivent jouir de la personnalité juridique depuis au moins cinq ans à la date des faits.

III. En cas d'infraction visée aux articles 1, 1°, 2, alinéa premier, et 4, alinéa premier, contre des personnes physiques, l'établissement d'utilité publique ou l'association ne sera recevable dans son action que s'il justifie avoir reçu l'accord de ces personnes.

.../...

En ce qui concerne le point I.

L'extension du texte adopté par la Chambre des représentants par rapport au texte de la proposition de MM. GLINNE et consorts doit être interprétée à la lumière de la justification de l'amendement du Gouvernement (1) :

"L'amendement vise à reconnaître à certains établissements et à certaines associations, non plus le droit de se constituer partie civile, mais le droit plus étendu d'ester en justice dans tous les litiges auxquels donnerait lieu l'application de la loi.

D'autre part, afin de déterminer la mesure dans laquelle en ce domaine particulier est étendu le droit d'action des associations, l'amendement précise que le droit d'ester en justice est reconnu lorsqu'un préjudice est porté aux fins que ces établissements et associations se sont donné pour mission de défendre. Ces associations peuvent donc demander réparation de leur dommage propre à l'exclusion de celui souffert par les victimes".

Une telle formule n'est pas sans précédent. Aux termes de l'article 132 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique :

"Peuvent ester en justice dans tous les litiges auxquels l'application du titre V de la présente loi donnerait lieu pour la défense des droits de leurs membres :

- 1° les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs telles qu'elles sont définies à l'article 3 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

.../...

(1) Chambre, session extraordinaire 1979, doc. n° 214/7, page 2.

- 2° les organisations professionnelles représentatives au sens de la loi du 19 décembre 1974 réglant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;
- 3° les organisations représentatives des travailleurs indépendants.

Ce pouvoir des organisations ne porte pas atteinte aux droits des membres d'agir personnellement ou d'intervenir dans l'instance".

Certes, l'objectif essentiel de l'article 132 précité consiste à permettre l'action en justice de groupements ou d'associations n'ayant pas la personnalité juridique. On peut cependant retenir la formule "ester en justice" comme impliquant dans ce cas-là également de très larges pouvoirs d'action judiciaire comparables à ceux que le projet tend à reconnaître aux établissements d'utilité publique et aux associations qu'il vise.

Pour le surplus, l'extension projetée ne se distingue du texte originel que quant au fond. Les réserves qu'elle peut susciter ne touchent pas plus que ce texte à la constitutionnalité (1). Elles relèvent d'une option politique.

.../...

(1) Le ministère public ne jouit pas d'un "monopole" en ce qui concerne les poursuites. Une tradition généralement respectée les lui confie, mais cette tradition ne va pas sans exceptions, soit que l'intentement et la poursuite de l'action publique soient retirés au ministère public au bénéfice d'une autre autorité, comme dans le cas visé à l'article 281, § 2, de la loi générale sur les douanes et accises, soit qu'ils se trouvent subordonnés à une plainte, comme dans le cas de certaines dispositions du Code pénal (article 275, al. 3 : outrages adressés à un membre des Chambres; article 390 : adultère; article 509 : effets tirés dans certaines conditions) ou de lois particulières.

Quant au point II.

Suivant le rapport de la Commission de la Justice du Sénat (page 25), le représentant du Ministre a déclaré à la Commission que :

"le délai de cinq ans est ... prévu dans le texte parce qu'on a voulu éviter que les associations ne se constituent dans le seul but d'introduire des actions".

On peut concevoir par ailleurs que, compte tenu du rôle que le projet entend permettre à des établissements d'utilité publique et à des associations de jouer dans l'application de la loi en projet, une distinction soit faite sur base d'une certaine ancienneté témoignant d'une expérience dans la matière dont il s'agit. Cette distinction repose sur un critère objectif approprié au but poursuivi et n'est donc pas constitutive de discrimination à l'égard des associations qui ne satisferaient pas encore à la condition imposée.

Pour le surplus, il appartiendra aux cours et tribunaux d'interpréter la disposition en projet, notamment en ce qui concerne l'ancienneté non seulement de la personnalité juridique mais aussi l'ancienneté de l'objet qui, dans l'esprit du projet, doivent certainement être prises l'une et l'autre en considération pour que l'action soit recevable.

En ce qui concerne le point III.

Aucune objection d'ordre constitutionnel n'a été formulée contre l'alinéa 2 de l'article 5 et, pour sa part, le Conseil d'Etat n'en aperçoit pas.

.../...

EXAMEN DES AMENDEMENTS.

Les propositions d'amendements aux articles 3 et 5 sont justifiées par leurs auteurs, soit par des considérations juridiques auxquelles il a été répondu à l'occasion de l'examen des articles, soit par des considérations d'opportunité sur lesquelles il n'appartient pas au Conseil d'Etat d'émettre un avis.

In zijn brief van 17 juli 1981 verzoekt de Voorzitter van de Senaat de Raad van State, afdeling wetgeving om advies :

"... over het ontwerp van wet tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden, en meer bepaald over de artikelen 3 en 5 ervan, zomede over de amendementen op deze artikelen".

Ofschoon de Senaatsvoorzitter zijn adviesaanvraag in de aangehaalde termen niet formeel lijkt te beperken tot de artikelen 3 en 5 van het ontwerp en de desbetreffende amendementen, blijkt uit de aan de Raad meegedeelde stukken dat alleen die ontwerp-bepalingen in de Commissie voor de Justitie en ter openbare vergadering rechtsbezwaren hebben opgeleverd die een nieuwe raadpleging van de Raad van State vermochten te wettigen.

Gelet op het bovenstaande en uiteraard op de ongemeen korte tijd die hem gelaten is, zal de Raad van State zijn onderzoek beperken tot die twee bepalingen en tot het deel van de overeenkomstige amendementen.

ARTIKELSGEWIJS ONDERZOEK.

Artikel 3.

Zoals het door de Kamer van Volksvertegenwoordigers is aangenomen, luidt artikel 3 :

.../...

"Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die behoort tot een groep of tot een vereniging die openlijk (de façon manifeste) en herhaaldelijk rassendiscriminatie of rassenscheiding bedrijft of verkondigt (prône) in de omstandigheden genoemd in artikel 444 van het Strafwetboek, dan wel aan zodanige groep of vereniging zijn medewerking verleent."

Bij het lezen van die bepaling komen twee discrepanties tussen de Nederlandse en de Franse tekst aan het licht.

1° Voor het Franse "manifeste" zou het Nederlandse "kennelijk", zoals overigens in het subamendement van de Regering (1) stond, een betere tegenhanger zijn.

.../...

- (1) "Kennelijk" is door "openlijk" vervangen ten gevolge van een amendement van volksvertegenwoordiger SUYKERBUYK waarover in het verslag namens de Commissie voor de Justitie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers (K., B.Z. 1979, gedr. st. nr 214/9, blz. 36) te lezen staat: "De commissie neemt ook eenparig een amendement van de Heer SUYKERBUYK aan (stuk nr 214/8-IV) dat ertoe strekt "kennelijk" door het woord "openlijk" te vervangen, daar dit laatste volgens de Commissie dichter bij het Franse "manifeste" ligt dan het woord "kennelijk". De Minister merkt nochtans op dat de door de Regering voorgestelde vertaling traditioneel is in het strafrecht".

De bedoeling van de Regering, die het oorspronkelijke subamendement (Kamer, B.Z. 1979, Gedr. St. nr 214/7) had ingediend is dus, wat dat betreft, vrij duidelijk en uit het overigens niet nader verantwoorde amendement van de Heer SUYKERBUYK blijkt niet dat het een inhoudelijke wijziging op het oog had.

2° Ook "verkondigen" stemt niet geheel overeen met het Franse "prôner", dat volgens de "Dictionnaire Robert" betekent : "louer sans réserve et avec insistance".

Op die discrepantie is gewezen in het verslag van de Kamercommissie voor de Justitie die eenparig een amendement van de Heer UYTENDAELE (verslag, blz. 36) had aangenomen om de term "verkondigt" te vervangen door "propageert", en wel met deze commentaar :

"Het woord "verkondigt" stemt eerder met het Franse "faire connaître" dan met "propager" overeen".

De term "verkondigt" is echter, blijkbaar onopzettelijk, overgenomen in het subamendement van de Regering (verslag, blz. 37), dat uiteindelijk door de Commissie is aangenomen.

Uit het bovenstaande moge blijken dat het Franse werkwoord "prône" beter dan het Nederlandse "verkondigt" beantwoordt aan de bedoeling van de Kamer van Volksvertegenwoordigers toen zij over artikel 3 stemde.

+

Uit de parlementaire bespreking van artikel 3 blijkt dat die bepaling met de woorden :

.../...

"hij die openlijk en herhaaldelijk rassendiscriminatie of rassenscheiding bedrijft of verkondigt in de omstandigheden genoemd in artikel 444 van het Strafwetboek ...",

althans naar de bedoeling van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, geen andere feiten op het oog heeft dan bedoeld zijn enerzijds in het Verdrag van New York en anderzijds in artikel 1 van het ontwerp (1).

De enige eigen strekking van artikel 3 is dus de bestraffing van de in artikel 1 omschreven wanbedrijven ook te doen slaan op leden van verenigingen die tot het plegen ervan aanzetten. Binnen de grenzen van deze uitlegging komt de bewuste bepaling niet in strijd noch met artikel 14 van de Grondwet, noch met het Verdrag van New York en evenmin met artikel 10 van het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden met dien verstande dat, wat dit laatste verdrag betreft, de Europese Commissie voor de rechten van de mens en eventueel het Hof de aan de ontwerp-bepalingen gegeven toepassingen eventueel zullen hebben te toetsen aan paragraaf 2 van het evengenoemde artikel 10.

.../...

-
- (1) In dit verband onthoude men de nadrukkelijke verklaring van de vertegenwoordiger van de Minister ten overstaan van de Senaatscommissie voor de Justitie (Zitt. 1981, Gedr. St. nr 594/2, blz. 20) :

"De vertegenwoordiger van de Minister merkt op dat artikel 3 juist dezelfde strekking heeft als artikel 4 van het Verdrag van New York".

Rassenscheiding is een verscherpte vorm van discriminatie (men leze hierover de preambule van het Verdrag van New York, vooral de alinea's 9 en 10 die zeer verhelderend zijn voor een goed begrip van de nauwe relatie tussen beide begrippen).

Artikel 5.

In de mate waarin artikel 5 niet verschilt van de overeenkomstige bepaling uit het wetsvoorstel GLINNE c.s., waarover op 14 maart 1975 onder nr L. 12.192/1 advies is uitgebracht, kan de Raad van State alleen maar de termen van dat advies bevestigen.

Ten opzichte van het wetsvoorstel GLINNE c.s. bevat het onderhavig ontwerp drie verschilpunten :

I. De bevoegdheid voor instellingen van openbaar nut en voor verenigingen zich burgerlijke partij te stellen en de voor de burgerlijke partij weggelegde rechten uit te oefenen ten aanzien van feiten die schadelijk kunnen zijn voor de belangen die ze zich tot taak hebben gesteld te behartigen, is vervangen door de bevoegdheid "in rechte op te treden in alle rechtsgeschillen waartoe de toepassing van de (deze) wet aanleiding kan geven".

II. Om die bevoegdheid te kunnen uitoefenen moeten de instellingen van openbaar nut en de verenigingen op de dag van de feiten sedert ten minste vijf jaar rechtspersoonlijkheid bezitten.

III. Wanneer het gaat om een misdrijf, bedoeld in de artikelen 1, 1°, 2, eerste lid, en 4, eerste lid, en gepleegd tegen natuurlijke personen is de vordering van de instelling van openbaar nut of van de vereniging alleen ontvankelijk als deze laatste aantoont dat zij de instemming van die personen heeft gekregen.

.../...

Ten aanzien van punt I.

De verruiming die de door de Kamer van Volksvertegenwoordigers aangenomen tekst vertoont ten opzichte van de tekst van het wetsvoorstel GLINNE c.s. moet worden uitgelegd aan de hand van de verantwoording van het regeringsamendement (1) :

"Het doel van dit amendement is niet de toekenning aan bepaalde instellingen en verenigingen van de bevoegdheid om zich burgerlijke partij te stellen, maar van het ruimere recht om in rechte op te treden in alle rechtsgeschillen waartoe de toepassing van deze wet aanleiding kan geven.

Om aan te geven in hoeverre op dit bijzondere gebied een ruimer vorderingsrecht aan de verenigingen wordt verleend, bepaalt het amendement dat de bevoegdheid om in rechte op te treden wordt toegekend wanneer afbreuk is gedaan aan de doeleinden die de instellingen of verenigingen op zich genomen hebben te bevorderen. Deze verenigingen kunnen dus vergoeding van hun eigen schade vorderen, met uitsluiting van de schade geleden door de slachtoffers".

Een zodanige formule is niet zonder voorgaande. Artikel 132 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering bepaalt :

"Ter verdediging van de rechten van hun leden kunnen, in alle geschillen waartoe de toepassing van titel V van deze wet aanleiding kan geven, in rechte optreden :

- 1° de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties, zoals deze bij artikel 3 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comité's zijn bepaald;

.../...

(1) Kamer, B.Z. 1979, Gedr. St. nr 214/7, blz. 2.

2° de representatieve beroepsorganisaties in de zin van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

3° de representatieve organisaties van de zelfstandigen.

Deze bevoegdheid van de organisaties doet geen afbreuk aan het recht van de leden om zelf op te treden of in het geding tussen te komen".

Het hoofddoel van dit zoëven aangehaalde artikel 132 is ongetwijfeld een rechtsvordering open te stellen ten behoeve van groeperingen of verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid. De formule "in rechte optreden" kan echter zo worden gezien dat ze ook in dat geval ruime bevoegdheden tot het vorderen in rechte impliceert, die vergelijkbaar zijn met die welke het ontwerp bedoeld toe te kennen aan de instellingen van openbaar nut en op de aldaar bedoelde verenigingen.

Voorts valt de ontworpen verruiming alleen inhoudelijk te onderscheiden van de oorspronkelijke tekst. De bezwaren die daartegen geopperd kunnen worden raken al evenmin als die tekst zelf de grondwettigheid (1). Zij betreffen een beleidskeuze.

.../...

(1) Het openbaar ministerie beschikt niet over een "monopolie" ter zake van vervolgingen. Een algemeen gevolgde traditie draagt ze hem wel op, maar niet zonder uitzonderingen : het instellen en het vervolgen van de publieke vordering kunnen aan het openbaar ministerie worden onttrokken ten behoeve van een ander gezag, zoals in het geval bedoeld in artikel 281, § 2, van de algemene wet op douane en accijnzen; ze kunnen ook afhankelijk zijn gesteld van een klacht, zoals dat het geval is in sommige bepalingen van het Strafwetboek (artikel 275, derde lid : smaad tegen een lid van de Kamers; artikel 390 : overspel; artikel 509 : effecten onder bepaalde omstandigheden getrokken) of van bijzondere wetten.

Ten aanzien van punt II.

Volgens het verslag van de Senaatscommissie voor de Justitie (blz. 25), heeft de gemachtigde van de minister aan de Commissie verklaard dat :

"de termijn van vijf jaar ... in de tekst opgenomen is om te voorkomen dat er verenigingen in het leven worden geroepen uitsluitend met het doel om vorderingen in te stellen".

Mede gelet op de rol die de ontwerp-wet aan instellingen van openbaar nut en aan verenigingen bij haar toepassing wenst te laten spelen kan overigens worden aangenomen dat een onderscheid wordt gemaakt op grond van een bepaalde anciënniteit die getuigt van een op het betreffend gebied opgedane ervaring. Dat onderscheid berust op een objectieve maatstaf die berekend is op het nagestreefde oogmerk en levert dus geen discriminatie op ten aanzien van verenigingen die nog niet aan de gestelde voorwaarden mochten voldoen.

Voorts zal het zaak van hoven en rechtbanken zijn de ontwerp-bepaling uit te leggen met name ten aanzien van de anciënniteit, niet alleen die van de rechtspersoon maar ook die van de doelstelling ervan, die, in de geest van het ontwerp, de ene als de andere stellig in aanmerking zullen moeten worden genomen opdat de vordering ontvankelijk kan zijn.

Ten aanzien van punt III.

Tegen het tweede lid van artikel 5 is generlei grondwettigheidsbezwaar geopperd; zijnerzijds ziet de Raad van State er ook geen.

.../...

ONDERZOEK VAN DE AMENDEMENTEN.

De voorstellen ter amendering van de artikelen 3 en 5 worden door de indieners verantwoord hetzij door juridische overwegingen waarop in het artikelsgewijs onderzoek al is geantwoord, hetzij door opportuniteitsoverwegingen waarover de Raad van State niet te adviseren heeft.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :
H. ROUSSEAU,
R. VAN AELST,
P. DE VISSCHER,
F. RIGAUX,

Madame : M. VAN GERREWEY
Mevrouw :

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,
conseillers d'Etat,
staatsraden,
assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,
greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été vé-
rifiée sous le contrôle de
M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté
par M. W. VAN ASSCHE, Auditeur
général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. W. VAN ASSCHE, Auditeur-
generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY,
Greffier assumé.
Toegevoegd griffier.

P. TAPIE.